

Réunion de présentation de la LOM aux EPCI des Ardennes

Réponses aux questions soulevées lors de la réunion

➡ **Une délégation de services organisés par la Région vers la CC est possible. Mais est-ce que l'inverse l'est : délégation de services organisés par la CC, devenue AOM locale au préalable, vers la Région ?**

L'art. L. 1111-8 du CGCT, qui porte le principe général de la délégation de compétence, dispose que :
« Une collectivité territoriale peut déléguer à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre tout ou partie d'une compétence dont elle est attributaire. Les compétences déléguées en application de l'alinéa précédent sont exercées au nom et pour le compte de la collectivité territoriale délégante. [...] »

Il est donc bien précisé que seule une collectivité territoriale (commune, département ou région) peut déléguer une compétence à une autre collectivité territoriale, ou à un EPCI à fiscalité propre. **Ces derniers n'ont donc pas la possibilité de déléguer une compétence, à une exception près : pour le transport scolaire.** Sur ce point particulier, l'article L. 3111-9 du code des transports dispose que :

« Si elles n'ont pas décidé de la prendre en charge elles-mêmes, la région ou l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains peuvent confier par convention, dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales, tout ou partie de l'organisation des transports scolaires au département ou à des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des syndicats mixtes, des établissements d'enseignement ou des associations de parents d'élèves et des associations familiales. L'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains peut également confier, dans les mêmes conditions, tout ou partie de l'organisation des transports scolaires à la région. »
Dans cet article, l'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains s'entend comme une AOM au sens de l'article L. 1231-1 du code des transports. De ce fait, **un EPCI à fiscalité propre AOM peut**, par dérogation au droit commun de la délégation de compétence, déléguer la compétence transport scolaire.

Ainsi, si la CC prend la compétence d'AOM, il n'y a **pas d'obligation** pour les AOM locales d'organiser de nouveau service. Les services organisés par les communes qui relèvent de la compétence d'AOM sont transférés à l'AOM locale. Il n'y a pas de délégation possible des compétences de l'AOM locale vers les communes sauf pour le scolaire. Les services scolaires organisés par la région restent organisés par la région sauf si l'AOM locale en fait la demande pour les services totalement inclus sur son territoire. Si la CC ne prend pas la compétence, la région devient AOM locale par substitution et l'organisation antérieure peut être maintenue.

➡ **Certaines communes ont transféré leur compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Électrique (IRVE) à leur EPCI qui l'a ensuite transférée à la Fédération Départementale d'Énergie des Ardennes (FDEA), quel est l'impact de la compétence AOM dans ce domaine ?**

La compétence IRVE est dévolue aux communes, en vertu de l'article L.2224-37 du CGCT. Celles-ci peuvent transférer cette compétence à d'autres structures : les EPCI compétents en matière «d'aménagement, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre», les autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité (AODE, ce qui est le cas de la FDEA) et les autorités organisatrices de la mobilité. Même si elle peut être exercée après transfert par une AOM, cette compétence ne relève pas directement de la compétence AOM telle qu'elle est définie par l'article L 1231-1-1 du Code des Transports. Il n'y a donc pas d'incompatibilité à ce que la compétence IRVE soit exercée par la FDEA, même si la CC devient AOM.

➡ Est-il possible que la compétence soit prise par un SCoT ?

L'article L1231-1, alinéa I, du code des transports prévoit que « les syndicats mixtes mentionnés aux articles L. 5711-1 et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales et les pôles d'équilibre territorial et rural mentionnés à l'article L. 5741-1 du même code, après le transfert de [la compétence mobilité] par les établissements publics de coopération intercommunale qui en sont membres, sont les autorités organisatrices de la mobilité dans leur ressort territorial ». Il est donc possible, pour les EPCI qui en sont membre, de transférer la compétence mobilité à un syndicat porteur de SCOT.

➡ Actuellement, les entreprises sont-elles déjà soumises au versement mobilité ?

Le versement mobilité a été mis en place sur le territoire d'Ardenne Métropole.

Pour qu'il soit mis en place sur le territoire d'une AOM locale il faut que celle-ci mette en place des services réguliers de transport public de personnes. En effet l'article D 2333-86 du code général des collectivités territoriales prévoit : « Ouvrent droit au bénéfice du produit du versement destiné au financement des services de mobilité, dès lors qu'est organisé au moins un [service régulier de transport public de personnes], les dépenses d'investissement et de fonctionnement de toute action relevant des compétences des autorités organisatrices de la mobilité au sens des articles L. 1231-1 et L. 1231-1-1 du code des transports, y compris lorsqu'elles portent sur l'infrastructure associée à cette action. »

➡ La réalisation d'un plan de mobilité est nécessairement lié à la compétence ? Si une CC ne devient pas AOM, elle ne peut pas faire son plan de mobilité ?

D'après l'article L1231-1-1, la seule obligation d'une AOM locale est de former un comité des partenaires. L'élaboration d'un Plan de Mobilité (ou Plan de Mobilité Simplifié) tel que défini par le Code des Transports est une prérogative de l'AOM. Une CC qui ne prendrait pas la compétence ne serait donc pas légitime pour élaborer un PDM sur son territoire (cette possibilité serait détenue par la Région, AOM locale par substitution).

➡ Un EPCI peut-il financer un service de mobilité opéré par une association même s'il n'est pas AOM, au titre de la compétence Action sociale par exemple ?

C'est possible si ce service de mobilité rentre dans la compétence « Action sociale ». Par contre, si ce service évolue et ne rentre plus dans la compétence sociale, l'EPCI aura besoin de la compétence mobilité pour le financer.

➡ Que deviendrait un réseau d'auto-stop structuré et sécurisé mis en place par un EPCI qui ne deviendrait pas AOM ?

D'après l'article L1231-1, alinéa II : « Au 1er juillet 2021, la région exerce de droit, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, l'ensemble des attributions relevant de cette compétence sur le territoire de la communauté de communes où le transfert prévu au III de l'article 8 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités n'est pas intervenu, **sauf en ce qui concerne les services déjà organisés, à cette même date, par une ou plusieurs communes membres de la communauté de communes concernée qui peuvent continuer, après en avoir informé la région, à les organiser librement et pour le financement desquels elles peuvent continuer à prélever le versement destiné au financement des services de mobilité.** » Donc si plusieurs communes de l'EPCI organisent déjà un service de mobilité au 1^{er} juillet 2021, elles pourront continuer à l'organiser et pourront continuer à prélever le versement mobilité.

Attention : Cette possibilité n'est ouverte que pour les services organisés précédemment par des communes, et non pas par un EPCI, qui d'ailleurs aurait déjà dû être compétent en matière de mobilité pour organiser de tels services (sauf si ceux-ci l'étaient via la compétence Action sociale).

➡ Où peut on trouver la définition du contenu de la compétence AOM ?

Articles L1231-1 à L1231-5 du code des transports (particulièrement articles L1231-1 et L1231-1-1).

➡ Peu on en savoir plus sur le comité des partenaires ? Rôle ? Prérogative ?

Chaque AOM doit créer un comité des partenaires avec les parties prenantes de la mobilité sur son territoire. Les AOM le consulteront, par exemple avant toute instauration ou évolution substantielle du versement mobilité et avant l'adoption du plan de mobilité (ou du plan de mobilité simplifié) (voir l'article L1231-5 du code des transports). Le comité des partenaires associe a minima des représentants des employeurs et des associations des habitants ou des usagers. Il est réuni au minimum une fois par an par l'AOM.

Lorsque la région est AOM locale, elle crée un comité des partenaires, associant les représentants des communes ou de leurs groupements, à l'échelle pertinente qui est au maximum celle d'un bassin de mobilité (voir l'article L1231-5 du code des transports).

➡ La notion d'AOM 1 et d'AOM 2 a donc disparu ? C'est soit l'un soit l'autre ?

La notion d'AOM de rang 2 existe toujours, lorsqu'une collectivité organise un service par délégation d'une autre (par exemple la Région pour les transports scolaires).

➡ La mise en place d'un service d'autopartage sur un territoire très peu dense et avec uniquement quelques véhicules pourrait-elle intéresser la Région ?

L'article L1231-3 du code des transports définit les compétences de la région en tant qu'AOM régionale ; il est écrit que « organiser des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur ou contribuer au développement de ces usages » est dans ses compétences, mais uniquement à une échelle qui dépasse celle du ressort territorial de l'AOM. A l'échelle locale d'un EPCI, c'est bien l'AOM locale qui est compétente pour organiser un service d'autopartage. Une Communauté de Communes qui souhaiterait voir ce type de service se développer sur son territoire a donc vocation à prendre la compétence, pour mener à bien son projet (la Région ne sera pas forcément en mesure de développer des services très locaux dans chaque territoire). La possibilité de délégation de la Région vers l'EPCI reste toutefois ouverte si la CC ne prend pas la compétence (mais ne paraît pas à encourager si la CC veut se saisir du sujet de la mobilité, en commençant par des actions en matière d'autopartage par exemple).

➡ Des conventionnements sont -il envisageables avec la Région pour que l'EPCI qui ne serait pas AOM mette en place ses projets d'ampleur locale ?

Oui, l'article L1231-4 du code des transports prévoit que la région peut déléguer, par convention, toute attribution ainsi que tout ou partie d'un service ou plusieurs services dont elle a la compétence, en tant qu'AOM régionale et/ou AOM locale, à un EPCI (même s'il n'est pas AOM). Cela signifie que toutes les compétences mentionnées aux articles L1231-1-1 et L1231-3 du code des transports peuvent être déléguées à un EPCI, par convention, même s'il n'est pas AOM.

➡ Une CC devenue AOM peut-elle instaurer et percevoir le versement mobilité même si ses seuls transports réguliers demeurent gérés par la Région ?

Non car le versement mobilité ne peut être prélevé que si l'AOM locale n'est pas la région et que cette AOM locale organise, elle-même, au moins un service régulier de transport public de personnes.

